

# Marine Le Pen doit éviter le débat avec E. Macron, sinon les journalistes la détruiront !

écrit par Jacques Martinez | 26 mai 2024





**Comment peut-on trouver normal qu'un président de la République propose de débattre avec un seul courant politique pour des élections NON présidentielles ?**

Et puisque lui-même reconnaît que c'est dans le cadre des européennes, comment se fait-il qu'aucune autre tête de liste concourant à ce scrutin ne proteste ? Pourtant il y aura pour notre seule France pas moins de 38 listes soit 3 078 candidats ! Le journal Officiel du 18 mai 2024 a publié les intitulés et les candidats de 37 listes ! Un record ! Record qui a été « augmenté » le 23 mai par l'ajout, suite à une décision du Conseil d'État, d'une. 38e liste **(1)**

**Pourquoi personne ne proteste à propos de ce débat ?** Parce la liste du Rassemblement National conduite par Jordan Bardella caracole en tête et pas avec un petit pas d'avance mais à 30 pas et avec 15 pas d'avance sur deux candidats qui, en outre, s'essoufflent !

**Et, dans ce cas, tout le monde (du moins, ceux opposés à cette liste) espère que Marine Le Pen fera un pas de travers non forcément catastrophique mais simplement un pas de côté**

même léger, même insignifiant, mais un pas qui pourrait, après débat, donner des brindilles incandescentes aux commentateurs -en majorité de gauche et même très à gauche (voir l'article du Figaro du 2024 (3)).

**Ils ont tous envie de pouvoir dire que** « *Marine Le Pen, une nouvelle fois, a donné la preuve qu'elle ne connaît pas ses dossiers quand elle a affirmé que...* » □...« *Marine Le Pen n'a pas les épaules suffisamment larges pour être présidente de la République puisqu'elle a commis l'erreur de...* »□...« *Marine Le Pen a fait chuter la liste Bardella en rétorquant au Président Macron que...* »

**En France, ce ne sont pas les politiques qui façonnent le monde politique ! Ce sont les journalistes chargés de commenter le fait politique du jour**, ces journalistes qui passent pour éclairer le bon peuple ignorant, ce peuple qui ne comprend la politique que lorsque ces commentateurs, tâteurs de la pâte politique si moelleuse, si aisée à pétrir quand, responsables d'un service politique dans une chaîne d'État -donc lorsque l'on est "journaliste-fonctionnaire" puisque payé par nos impôts- on veut donner à notre commentaire "bonne pâte" la forme ou plutôt le destin souhaité, non par le téléspectateur mais par "nous, les journalistes d'État au service de l'État" : la forme, donc, celle d'un doux biscuit ou d'un dangereux « étouffe chrétien » !

□**Il n'est qu'à lire l'étonnante étude demandée par le Figaro Magazine (3) à une société... belge** pour plus de neutralité, et publiée ce samedi 25 mai, pour avoir la preuve de la préférence « gauchissante » de nombre de mes confrères des grands organes de presse dominant l'information auprès de ce « bon peuple » !

Sous le titre : □« *Droite marginalisée et gauche*

*surexposée : révélations sur le manque de pluralisme dans l'audiovisuel public* », le magazine précise qu'en février dernier, « l'institut libéral Thomas More a passé au crible 587 intervenants dans les programmes de trois chaînes et trois stations du service public : France 2, France 5, France Info TV, France Info Radio, France Culture et France Inter.(...) **Le résultat est édifiant : 50 % des intervenants n'affichaient pas d'orientation idéologique décelable, mais sur les 50 % restants, la moitié entrait dans la catégorie « gauches », 21 % étaient de sensibilité macroniste et 4 % seulement tenaient un discours pouvant être considéré comme de droite.** »

Cela explique ce qui s'est passé après le débat entre ATTAL et BARDELLA : quasiment tous les journalistes commentateurs ont donné « un léger avantage à ATTAL » alors que, curieusement, un sondage des téléspectateurs a donné, lui, un « net avantage à BARDELLA »...

**Là aussi, comment se fait-il qu'aucune des 37 autres têtes de liste n'ait exigé également un débat avec le Premier Ministre ?** Je trouve que toutes les têtes de listes qualifiées de « petites » ont loupé l'occasion -pour ne pas dire le virage- de se faire connaître, de sortir -et gratuitement !- de l'anonymat en exigeant du Premier Ministre de leur accorder un débat en... tête-à-tête ! Et en cas de refus évident (comment organiser... 37 autres duels ???), d'aller déposer plainte devant ce cher Conseil d'État pour non respect de l'égalité entre candidats !

**Marine Le Pen a donc raison de poser une condition à ce débat avec Emmanuel ! À savoir que si la liste Bardella arrive en tête et que, de ce fait, les électeurs auront désavoué la liste macroniste, que le président au minimum dissolve l'assemblée nationale.** Et de ce fait, avec l'élan des européennes, le RN risque fort d'avoir la majorité à l'Assemblée Nationale.

Grâce à la condition posée par Marine Le Pen, Macron ne pouvant accepter une telle "condition-piège", il n'y aura pas de tête-à-tête et donc pas de commentaires désobligeants de la part de la majorité de la presse penchant à gauche à l'adresse de Marine Le Pen ! Mais je fais confiance à mes confrères, si cela se déroule ainsi, ils trouveront une raison de taper à tour de bras sur la paire Le Pen/Bardella... Et, si nécessaire, jusqu'à ce que mort -politique- s'en suive pour Bardella ou Le Pen. Ou même pour les deux, cela les satisferait... Ils me rappellent un peu, par leur pouvoir sur le monde politique, la main-mise impitoyable des Ayatollahs. Mais, avec mes confrères, heureusement, lorsqu'ils parviennent à tuer quelqu'un(e) politiquement, le ou la responsable politique peut... ressusciter !

**Jacques MARTINEZ**, journaliste, à RTL, de stagiaire à chef d'édition des informations de nuit (1967-2001), pigiste à l'AFP, le FIGARO, le PARISIEN...

### **(1)**

Élections européennes des 8 et 9 JUIN 2024 : le dimanche 9 en France métropolitaine : voir ici Les 38 listes présentées en France. Ces listes sont classées selon l'ordre du tirage du ministère de l'Intérieur

**(2)** Dates du scrutin : Les élections ont lieu le dimanche 9 juin en France métropolitaine et dans certains territoires ultramarins : La Réunion, Mayotte, la Nouvelle-Calédonie et Wallis et Futuna. Mais pour les autres territoires d'outre-mer, le scrutin a dû être avancé de 24 heures : il aura donc lieu le samedi 8 juin en Guadeloupe, Guyane, Martinique, Polynésie française, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon. Pour eux, les résultats ne seront rendus publics qu'après la fermeture du dernier des bureaux de vote ouverts le dimanche.

### **(3)**

<https://www.lefigaro.fr/medias/droite-marginalisee-et-gauche-surexposee-revelations-sur-le-manque-de-pluralisme-dans-l-audiovisuel-public-20240524?>